

W. m. l. m. e.



**NANTERRE 8 MAI**  
**CITE GUTTENBERG**

82 - LAST SIU

**SORTIR DE LA**  
**POLITIQUE CRIMINELLE**



# NANTERRE

22!



« Les voyous devront être chassés de la ville ». C'est la déclaration de guerre de la municipalité de Nanterre contre les jeunes rebelles des cités des Potagers et Marguerites, en août 80. Le maire de Nanterre fulmine contre ces « jeunes délinquants, une minorité d'indésirables issus des familles maghrébines pour la plupart dont les actes provoquent un climat d'insécurité et risquent d'alimenter l'escalade de la violence, parce qu'ils rendent la vie insupportable à la grande majorité de la population ».

En fait, la municipalité, qui soutient son électorat de prolétaires garantis, le bon prof français, qualifié et au boulot stable, permet à leur famille de construire des maisons individuelles dans le lotissement communal en accession à la propriété. Jusque là O.K., quoi de plus normal que des gens puissent accéder à un logement décent ?

Seulement voilà : la population des cités du quartier est composée majoritairement de familles immigrées et françaises au statut précaire, dont le revenu n'est pas garanti par un boulot qualifié et stable, de gens qui de par leurs difficultés économiques n'ont pas les moyens d'accéder justement, à la propriété de gens qui vivent dans des conditions de logement précaires (les cités en question, au départ, des cités de transit, n'ont pas été conçues pour durer et sont étroites pour des familles nombreuses), des gens donc qui assistent à la promotion sociale du bon - prolo - français - arrivé - dans - sa - belle - petite - maison - en - dur - et - spatieuse - avec - son - petit - jardin - bien -

joli - bien - poli, avec ce réflexe raciste bien français de mépris envers ces « petites gens qui crouissent impuissants dans leurs ghettos de la misère ».

Comment s'étonner alors du climat d'hostilité qui règne dans le quartier entre les deux camps, le camps de « ceux qui y sont arrivés » (au petit paradis des gadgets artificiels) et de « ceux qui y sont restés » (dans la merde fienteuse de l'enfer sonnambulesque) ?

Merde ! disent ces « jeunes voyous intraitables », nous aussi on veut avoir une grande maison (avec plein de vitres et presque pas de murs dedans). On est pas responsables de votre bordel. Vous avez emmenés nos parents ici tafer pour vous jusqu'à la mort. Nous on a grandi ici. Et bien nous aussi on veut vivre ici, vite et bien. Il en est ainsi pour les gosses de riches. Et maintenant, vous allez en baver si vous pensez faire sans nous. Y'en a marre du transit ! Vous pouvez toujours dénoncer les ghettos si c'est pour nous trimballer ici et là, de transit en transit. Nous on est bien ensemble. Le ghetto c'est pas la race, c'est le transit, c'est des logements dégueulasses.

Voilà ce que signifient les jets de pierre contre les maisons individuelles et la violence des rapports entre les habitants du quartier. Chacun se bat pour sa survie. Alors quoi de plus intolérable : la violence faite à la petite propriété privée, ou la violence faite à des familles entières dont le droit à s'installer ici dans des conditions décentes est nié, dont l'histoire, leurs affinités

sont niées, qui sont condamnés au transit ?

Et que l'on ne nous sorte plus le couplet Sécurité = Liberté. Pour nous « Sécurité » rime trop souvent avec « Fliqué ». Gaffe aux flics, gaffe aux gardiens, gaffe aux beaufs, qui nous emmerdent partout, qui nous insécurisent, jeunes et moins jeunes, précaires de notre état. Qui contrôlent, qui nous font flipper, qui nous embarquent, qui nous virent, qui nous fichent, qui nous cogent, qui nous insultent, qui TUENT.

Malheureusement la Municipalité a choisit la sécurité de la population qualifiée (les bons français) contre nous les précaires (les mauvais français, arabes), car la cible visée ce ne sont pas quelques cas isolés, c'est l'ensemble de la population précaire de Nanterre ; en demandant partout des postes d'agents ilotiers (des flics mêlés à la population), des rondes plus fréquentes, des agents de sécurité dans les lieux publics... Good luke Mister Parano ! Vive la Psychose !

Mais quel jeune du Petit Nanterre, ou des cités de Transit, ou des Fontanelles, ou du Bateau, ou du chemin de l'île n'est pas connu des flics ? Dans les cités, dans les rues de Nanterre, ils nous interpellent par notre prénom. A peine s'ils ne connaissent pas par cœur le n° de ta carte d'identité !

Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a, pas assez de prévention, de flics, d'emmerdeurs. Pour nous, il y en a déjà trop. Ils nous suivent depuis notre plus jeune âge. C'est connu, dans les bureaux de la Préfecture chacun de nous a son petit dossier. Et ce n'est pas tout. Le DASS fait procéder à des enquêtes sur chaque mère, sur chaque famille, enquêtes qui englobent des sommes considérables au titre de l'« expérimentation sociale ». Alors que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas de sous ! et merde ! on n'est pas des cobayes !

La délinquance n'est que le produit de cette politique d'exclusion sociale des familles immigrées et françaises qu'on a parké dans des cités provisoires hors des circuits culturels, des espaces de décision et de consommation, où une nuée de technocrates de tous bords expérimentent leurs théories de laboratoire.

« Faire reculer l'insécurité » ce n'est pas s'attaquer à une « minorité de délinquants » et les déplacer sur un terrain où ils se retrouvent dans le même statut précaire, dans

des logements trop étroits parce que l'on refuse de construire des F6 ou des F7 pour les familles nombreuses, ce n'est pas en brandissant la menace du bâton, de l'expulsion, d'une Justice plus dure. La prison ne réduit pas la délinquance, au contraire, elle l'endurcit. Ce n'est pas vrai que le regroupement d'une communauté immigrée crée le ghetto et la délinquance, ce qui crée le ghetto, c'est la précarité des conditions de vie de cette communauté. Nous savons pour les avoir vécus, les bienfaits d'une famille nombreuse, les nombreux liens de solidarité qui nous lient entre nous. Nous savons les bienfaits d'une double appartenance culturelle, la richesse du métissage des cultures que nous sommes portés à faire valoir. Et puis qui parle de dénatalité en France ?

Nous disons qu'en ventilant les familles « à problèmes » ailleurs, les gens triment leurs problèmes avec eux. Il n'y a qu'à demander leur avis aux relogés d'Orly, de Trappes et d'ailleurs.

de l'insécurité. On laisse courir le bruit que des commerçants, des habitants, des employés, des machinistes, des conducteurs de bus, s'arment pour se défendre, et ferment leurs volets. Le marché de la peur des agences de gardiennage, de blindage, de serrurerie anti-vol, font leurs affaires. Des magasins ferment comme la COOP des Pâquerettes. Et puis on demande aux habitants de rouvrir leurs volets, aux commerçants de rouvrir leurs magasins avec un flic sous chaque porche, un flic à l'entrée de chaque magasin, « pour une surveillance accrue assurant leur bon fonctionnement ».

De même au collège A. Doucet qui a été fermé trois fois en signe d'avertissement « contre le climat de violence qui y règne », on demande des postes de surveillants supplémentaires.

Des agents de sécurité font leur apparition la nuit, surtout sur les grands carrefours, sur les parkings.

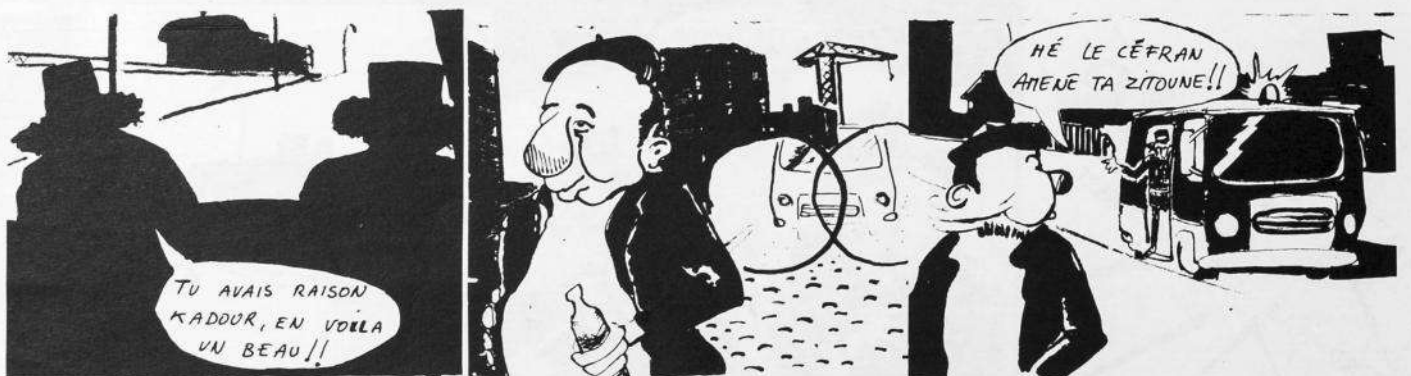
Les jeunes passent de plus en plus nombreux en Justice suite à des altercations avec des contrôleurs de la RATP qui les emmerdent parce qu'ils n'ont pas leur billet. La Mairie de Nanterre a en effet négocié, les 15 et 31 mars, un « renforcement de la coordination et des contrôles police-RATP, un renforcement par la RATP du contrôle des fraudes » (cf. Nanterre-Infos, avril 1982). Le 2 mars lors d'un forum dialogue sur la formation professionnelle, des jeunes demandaient la gratuité des transports, le Maire prétendit être soucieux de cette exigence. Alors pourquoi demander plus de contrôle des fraudes, la présence de la police dans ces opérations ?

Car les jeunes immigrés sont les premiers à subir cette campagne de psychose doublée d'un appel à la délation, comparés « aux milices Patronales qui ont tué récemment un ouvrier à Clichy » (Nanterre-Infos) ! Les habitants sont appelés à les dénoncer, des pressions sont faites sur les familles pour collaborer avec la police.

Cela s'appelle aussi « dissuasion populaire ». Les associations de quartier sont appelées à se reconstituer. C'est bien, mais qu'elles ne soient pas un nouveau moyen de contrôler les gens, de les désigner comme les coupables. Les associations, ça doit être les gens qui se prennent en charge eux-mêmes. Or la réalité, c'est que chaque fois, les gens sont mis sous tutelle. Mais qui parle de responsabiliser ?



Mais les pouvoirs locaux ne comprennent pas ce langage. Leur langage, c'est celui de Monsieur Parano - la SECURITE : 12 agents ilotiers en plus au Petit Nanterre pour les mois à venir (certains avant l'été), campagne inlassable pour obtenir des postes d'ilotiers supplémentaires parmi les 6 000 nouveaux policiers recrutés par Defferre pour 1982, dans les cités de Nanterre : aux Fontanelles-Champs aux Melles, au Vieux-Pont, au Chemin de l'île, aux Accacias-Doucet-Komarov. Renforcement des patrouilles en civil ou en tenue dans les quartiers, création de nouveaux commissariats, surveillance accrue du RER. Pétitions, délégations, diffusion de la psycho-



## à propos de rénovation aux pâquerettes



### CITE DE TRANSIT GUTTEMBERG

Dans le but de résorber le bidonville situé Rue des Prés, est née en 1917, la cité de transit Gutenberg. Construite par la CETRAFA (centre de transit familiaux, dont les administrateurs sont nommés par les pouvoirs publics). Elle est composée de 30 F3, 41 F4 et 50 F5. Ce sont des habitations à 1 étage, en matériaux légers et à escalier métallique extérieur aux appartements.

Mais très vite de nombreux problèmes se sont posés aux locataires :

- La médiocrité des matériaux utilisés (ceux-ci ne correspondant pas à la réglementation officielle en matière d'habitat)

- Risques énormes d'incendies dus à l'absence d'extincteurs.

- Une grande sonorité d'un étage à un autre rendant pénible la vie au rez de chaussée.

- L'installation du chauffage, de l'eau chaude et de la douche étant à la charge des locataires.

Qui sont ces locataires ?

121 familles habitent la cité, 120 sont originaires du Maghreb. La quasi totalité étant là depuis l'ouverture de la cité, soit 10 ans. 10 ans, c'est long pour un transit ! Alors, le logement ?

La réglementation officielle, en matière de logement, prévoit que la construction d'une cité de transit implique qu'il convient de s'assurer de disposer rapidement de logements définitifs adaptés. La recherche de ces logements étant, en théorie, encouragée par le préfet. Il faut donc prévoir dès l'entrée en cité de transit, un programme de logement.

Que constatons-nous à ce jour ?

- Très peu de familles relogées en HLM.

- Pas de programme de relogements définitifs.

- Des relogements de cité de transit en cité de transit (6 familles de Doucet relogées à Gutenberg, vous avez dit progrès ?).

- Demandes de relogement à la mairie ou à la préfecture laissées aux oubliettes.

Car, et on ne le sait pas assez, l'article 2.1.2 de la réglementation stipule : « La cité de transit doit être le lieu d'une action socio-éducative préparant les familles à un relogement en habitat définitif ».

Alors quoi, il faut être éduqué pour aller en habitat définitif ? Ne sommes-nous pas capable d'assumer un habitat ?

Ne serait-ce pas plutôt un moyen pour la CETRAFA de se mettre de l'argent dans sa poche, car les locaux collectifs prévus pour cette action socio-éducative n'ont jamais été construits.

Face à cela des luttes se créent. Telle la lutte de la population de la cité Doucet qui, il y a deux ans, a fait une campagne de presse pour dénoncer les scandaleuses conditions de vie et a intenté un procès à la CETRAFA. Suite à cela, la préfecture promet le relogement dans moins d'un an. Il y a de cela deux ans et rien n'a changé ! Il y en a marre des promesses jamais tenues ! Il y en a marre du ghetto ! Ghetto qui pousse les gens à se marginaliser du

reste de la population et à développer des réflexes d'auto-défense face à une société qui les rejettent en les gardant à la périphérie de la ville.

*ces maisons  
nous les avons payées  
36 fois  
il y en a marre !*

Alors on parle de délinquance ! Mais au lieu de s'attaquer au problème à la base, en construisant des équipements sociaux (lieux de rencontre et d'activités) en réglant les problèmes de scolarité, d'emploi, et de logement, on préfère implanter des flottiers. Comme si les flots qui quadrillent toutes la journée et fichent les jeunes n'étaient pas assez d'éléments de provocation, incitant les jeunes à redoubler de violence. Ainsi, l'on parle d'insécurité et voilà qu'apparaît le fameux « seuil de tolérance », qu'aucune étude scientifique n'a pu prouver, mais qui est en fait l'argument le plus raciste qui soit.

Il y en a assez ! Nous voulons être relogé à Nanterre dans des HLM de notre choix, nous voulons vivre à Nanterre. Moi qui suis à Nanterre depuis 1959, qui y ait fait toute ma scolarité, dont toute mon histoire sociale s'est faite ici, a-t-on le droit au nom d'un « seuil de tolérance » raciste de me reloger ailleurs ?

Maintenant que le dossier de rénovation des Pâquerettes à Nanterre a été déblocué, il va falloir s'attendre à ce que la politique municipale de liquidation des flots de résistance des communautés précaires constitués sur un territoire d'exclusion sociale, où elles sont insitués, malgré tout, leur propre mode de circulation et de vie, il va falloir s'attendre à ce que cette politique soit activée. Le Petit Nanterre, sera malgré les hésitations dues aux différences d'appréciation entre la municipalité et la commission DUB DOUCET, reconnu "flot sensible", c'est à dire qu'il fait partie des 21 cités de France à rénover d'urgence ( mais néanmoins écarté de l'exercice 82, réduit à 16 flots). Sur les multiples pressions de la municipalité pour faire appliquer sa politique, 27 millions ont déjà été déblocués sur les 40 milliards anciens, prévus pour l'ensemble de la rénovation des Pâquerettes ( hic ! ).

Le projet actuellement en discussion, prévoit la liquidation de fait des commerces arabes, ( par l'agrandissement de l'avenue de la République ) et exclu la rénovation des habitations des familles nombreuses.

Alors que dans le projet établi par Habitat et Vie Sociale en 77 ( A.C.I.D.E. ), il était question de lier la rénovation du bâti au social, c'est à dire d'agrandir des logements, de créer des espaces DANS les cités pour les gens du coin. Ce dossier a été refusé pour être refile à un bureau d'études désigné par la Mairie et l'office des HLM pour appliquer la politique municipale. A la Courneuve, ce même bureau d'études ( le B.E.R.I.M. ), constitué par des architectes communistes, ressort des cartons de vieux projets de réduction des cités.

Ce projet comporte trois grandes lignes :  
- Résorption des cités de transit avec relogement hors Nanterre.

- Rénovation des Pâquerettes avec "ventilation" des grandes familles immigrées hors Nanterre. Pas de grands logements ( des F.6 ou F.7 ) pour empêcher le regroupement familial.

- Assurer la sécurité militairement, en créant une antenne centralisée de gardiennage, en installant des flottiers, en cloisonnant les caves pour empêcher la circulation " underground "

Dans la conception de ce projet, les gens n'ont que leur piaule pour dormir. S'ils veulent " faire quelque chose " ils n'ont qu'à aller dans les MJC ou les équipements sociaux qui sont coupés des logements par la barre formée par l'école des Pâquerettes.

La municipalité entend réduire la population immigrée à 15% dans le quartier. Maintenant qu'à Nanterre s'installe une population de cols blancs et que les usines de la zone industrielle sont éclatées en de petites unités situées en grande banlieue, ils n'ont qu'à aller voir là bas ce qui s'y passe. A Trappes, par exemple, où a été transplantée la FIAT-UNIC de Nanterre démembrée, où l'on prépare déjà les familles immigrées à une situation provisoire appuyée par une campagne de délation.

Mais à Nanterre, le parc HLM est un vrai gruyère de logements vides volontairement laissés à l'abandon en attendant la refonte de la population. Il n'est pas question pour la municipalité d'attribuer de logement à une famille immigrée à Nanterre, comme à Colombes ou à Vitry, comme dans les villes communistes de la couronne de Paris.

Bien sûr, la population immigrée ou précaire n'est jamais consultée. La concertation de la population passe par un réseau contrôlé entièrement par la Mairie : les Amicales de Locataires, l'Association Pour le Mieux Vivre au Petit Nanterre". Par contre, il est question "d'embaucher des jeunes des cités pour rénover le Petit Nanterre".

Alors, fera t'on rénover les habitations par les jeunes immigrés après les jeter hors Nanterre ? (pour)





pour empêcher les jeunes de piquer; faut dire aussi qu'ils sont de plus en plus dissuasifs, ces types chargés de la sécurité et de l'ordre, tenue spéciale, brassard et toujours cette sale gueule de singe micro-céphale noyée par les biceps velus, (petite annonce, si vous vous reconnaissez, y a encore de l'embauche à La Défense).

Et l'avis des nanas.

Moi aussi j'aime pas La Défense, mais comme je ne travaille pas, c'est là qu'on se retrouve avec des copains, et sans argent, on peut pas avoir d'activités, il faut du fric partout... Quand tu entreprends quelque chose, par exemple moi je faisais du théâtre avec M<sup>me</sup> Butel,

les copains, on s'entendait, on se comprenait, c'était l'organisation qui n'allait pas.

Et toi, tu ne dis rien,

... C'est dur... y a qu'à regarder dans les cités de transit, où on habite, en famille, les uns sur les autres avec tous les conflits que ça crée, nous les jeunes immigrés, on est au milieu, différents de nos parents, y a des jeunes qui se révoltent et d'autres qui restent passifs. Nos parents voient tout notre bagage socio-culturel s'effriter, et se réduire à néant, ils ont les glandes, mais au fond d'eux ils acceptent cette facilité, cet éclatement. Mais je pense que notre révolte, au sein de la famille doit être effectuée pacifiquement, et par étapes, sinon ça casse, et c'est dur de briser la famille, et de se retrouver à la rue sans aucune sécurité, c'est presque inévitablement la descente vers la délinquance, et on en sort plus car y a aucune mesure concrète prise par le gouvernement pour une réinsertion possible des mecs qui ont fait de la tôle, c'est le circuit fermé, les petits zonards qui se font piquer à Fleury, finissent pour pas mal derrière les barreaux de Fresnes.

- Personnellement, si je vole, c'est uniquement pour me sortir de l'angoisse qui me donne le manque de dope.

- Tout le monde vole maintenant, l'honnêteté et les scrupules c'est pour les gens qui croient encore à la morale, quand on ne bosse pas, on est obligé de chourrer, même pour ceux qui travaillent c'est pas évident d'arriver à la fin du mois, et quand tu vois cet étalage de marchandises qui sont là pour te tenter, y en a trop, alors tu craques, quand tu as des tonnes tu achètes sinon tu fauches, le problème c'est que ça devient souvent un vice incurable.

### La Défense Piège à rats, Le Disneyland Des mômes des cités

Comme les moustiques sur une lampe, de la musique, des jeux, des cinés, des gadgets et pleins de néons, tout ça à deux pas des cités de l'ennui, c'est matématic, « les mômes qui se retrouvent hors circuit scolaire après un CET obligatoire, dégoûtés de prendre la place du père à la retraite dans l'usine de mékaniik », alors qu'ils rêvent encore d'être pilote de course ou médecin, le métal chaud ça pue quand c'est sur un tour ou une fraiseuse, alors il fait meilleur dehors, et la zone commence; les Quatre-Temps, le carrefour des rencontres de la banlieue Nord-Ouest. Il ne reste plus qu'à quadriller le secteur pour protéger les petits-bourgeois de cette peste délinquante. L'appât est trop alléchant. Les Quatre-Temps affichent west-tern permanent en direct shérifs armés contre mineurs délinquants avec tabassages et interdiction d'entrer. Ils ont fermé la patinoire, ça devenait incontrôlable, les boîtes comme le Midnight coûtent trop cher pour des bourses de chômeurs, alors il ne reste plus que le café-crème au Flunch ou à côté.

## A LA DEFENSE ON SE DEFONSE A NANTERRE ON S'ENTERRE



Maintenant,  
Les vigiles sont  
Aussi des basanés

l'esprit, pourtant, de plus en plus dans les pays du Maghreb on constate une évolution des mœurs et un renouvellement dans le code civil à l'égard des femmes, en fonction de ce progrès social et culturel.

La quédro, la poudre, la descente vers le calme et l'oubli... Y a de plus en plus de copains qui tombent dans la poudre, parce que c'est la déprime le désespoir, le fond du trou, et pour un jeune de 18 ans c'est très grave, il est perdu dans sa tête, il est peut-être pas encore prêt à réfléchir, il sort tout juste de son nid, et ce qu'il trouve devant lui, c'est la merde, la zone avec d'autres mecs perdus et souvent c'est la dope, comme le ricard pour le prolo ça aide à oublier le vide, c'est chouette alors on se shoote; mais c'est pas un suicide, ni une faiblesse ou de la lâcheté, mais de l'abandon, à force de se battre et de se faire tirer dans les pattes, ils lâchent tout et glissent dans le sniff et la shooteuse avec quelques copains de l'oubli et du repos...

Y a plus qu'à attendre les résultats statistiques de la chourre aux Quatre-Temps pour voir sur le calcul de ces gros porcs de commerçants baveux était exact, et qu'il y ait moins de vols à l'étalage commis, depuis la mise en place de ce groupe de surveillants basanés, parfois ex-délinquants, prêts à tout

elle occupait de tout, on était à sa merci, déjà nous n'avions pas de salle pour répéter, on le faisait chez elle, on avait 4 heures, et dans ce temps, il fallait ranger la salle à manger pour faire de la place, après on se déconstrait en tournant une demi-heure, on répétait une scène ou deux, toutes les cinq minutes, quelqu'un frappait à la porte, après ça, il fallait encore ranger la pièce, au total on jouait 30 mn, elle était chiantie, elle commandait tout le temps. Nous sommes allés jouer la pièce à Annecy, ça a super bien marché, j'étais bien quand je faisais du théâtre, avec



Au Flunch, à cinquante autour d'un café-crème, la discussion est animée... « La Défense j'aime pas et j'aime. On passe notre temps, c'est pas super mais y a que ça, c'est un conditionnement provoqué par le manque d'animation dans la région. On voudrait qu'il y ait plus d'activités possibles dans nos cités, des foyers sociaux éducatifs, mais on ne peut rien faire, à chaque fois qu'on demande quelque chose, on nous répond oui on en reparlera, on vous écrira, et ça reste sans lendemain, on est habitués. A Nanterre et dans les environs; il n'y a que des cités et des tous démunies de toute structure socio-éducative ou culturelle valable pour nous, on n'a accès que difficilement aux M.J.C. où elles sont dirigées à Nanterre par la Mairie communiste dont on peut regarder le programme d'épuration commencé, à l'égard des populations immigrées basanées, (le Maire et sa clique rêvent d'un Nanterre bien blanchi, sans familles nombreuses, bruyantes et à l'accent différent, à la plus grande satisfaction des petits bourgeois) nous éclaire à ce sujet, et lorsque les Arabes s'amènent avec des projets, des trucs à faire, on nous répond, oui c'est intéressant, mais... en ce moment on a des problèmes financiers, pas de budget, etc... y reste plus qu'à faire ses trucs tout seul dans sa piaule... Il y avait le foyer de Voltaire, mais il a été fermé, pour cause de soi-disant trafic de drogue et d'histoires de chourre, mais des vols il y en a partout. De toutes façons c'est voué à l'échec, parce que c'est la commune qui donne les salles, mais pour les obtenir, il faut sans cesse les emmerder, les relancer, et puis ils te font tout un cinéma, « vous faites attention, si on a un seul reproche à vous faire, on vous reprend la salle » (ou bien ils peuvent faire comme à Vitry, un coup de bulldozer entre deux ricards). Dans tout ça, on se sent l'âme d'un locataire qui n'est libre d'aucun mouvement sans le consentement du propriétaire grincheux qu'est la Mairie, on ne peut pas faire vivre le local à notre rythme, il y a toujours des problèmes, on ne peut pas s'investir dans quelque chose qui ne nous est pas personnel. On préférerait avoir d'autres animations que de glander ici, des trucs éducatifs ou culturels, ça pourrait ouvrir notre champ de vision, et nous permettrait de discuter entre nous, c'est pour ça qu'on est toujours ici, c'est notre point de repère, on se retrouve là, on essaie de rigoler un peu, mais on aimerait être ailleurs, avoir un truc intéressant à faire, pas rester en train de glander comme en ce moment.

- On est mieux là qu'à la cité de transit, y a rien là-bas, ici on écoute de la musique, on boit un pot tranquille, loin de chez nous, on risque moins de rencontrer la famille, ou des amis qui diraient à nos parents qu'il ont vu leur fille avec des mecs, eux, les vieux ils sont encore imprégnés de la religion musulmane, et de tout l'honneur qui va avec, les mecs peuvent sortir quand ils veulent car ils ne risquent pas de revenir avec la honte parce qu'ils sont enceintes, tandis que pour les filles c'est la première chose qui leur vient à



## Les Quatre Temps

### EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR ARTICLE 6: Accès de la clientèle.

L'accès au centre commercial pourra être refusé par la société de gestion à toute personne dont la présence ou le comportement pourrait être nuisible à la sécurité, à la réputation ou aux intérêts du centre, et de son propriétaire ou ses exploitants.

# AUCHAN

## le centre à fric

22 mars - 3 heures du matin. Le personnel d'Auchan la Défense, entame une grève pour des revendications de salaires.

Etonnement général parmi la direction qui accourt pour comprendre, discuter (déjà) et dissuader. Faudrait savoir qu'Auchan vit paisiblement depuis 15 ans avec des bénéfices phénoménaux (plus de 6 milliards de bénéfices nets enregistrés pour les 7 premiers mois de 1981 !!)

18 jours de grève durcie par étapes - Bombes lacrymogènes lancées sur les grévistes, traumatisme crânien d'une gréviste « bousculée » par le directeur de l'hyper-marché, licenciement pour fait de grève... etc. Quoi de plus normal que le personnel d'Auchan se mette en grève vis ses salaires et vives les promesses faites depuis un an (primes par exemple). En réalité, malgré l'apparence donnée, Auchan n'a jamais pu assurer un fonctionnement normal de sa surface de vente, difficultés dues à sa localisation dans un centre d'agressivité, bizarrement c'est l'un des plus grands d'Europe.

Les questions urgentes s'imposent.

L'implantation de ce gigantesque « centre à fric » en face de ghettos connus de la région, voudrait-elle dire que c'est une démonstration de (fausse) puissance du capital face à ses propres victimes ? La tension permanente existante, est-elle une réponse à cette provocation qui n'est plus à cacher ?

On pourrait comparer le plus simplement du monde ce centre, et son milieu avoisinant à des nomades sans eau attirés par une oasis !!! Quoi de plus logique !!!

On parle d'agressivité de jeunes en ce centre commercial. Devrons-nous dire que les jeunes se font vider des sels pour la simple raison qu'ils n'ont pas « l'aspect conforme ».

Devrons-nous dire que les agents de police se mettent parfois à 15 pour emmener au poste un jeune maghrébin de 12 ans !!

Devrons-nous dire qu'Auchan se permet d'interdire l'accès du magasin aux mineurs, mais pas n'importe lesquels ! (la loi devient ironique face au fric !)

Devrons-nous dire que certains s'acharment sur des Algériens de 13 ans pour avoir mangé une tablette de chocolat !!

Qui est agressif envers qui ?

Il existe un proverbe populaire Nord Africain très explicatif (« Il m'a agressé et il a couru se plaindre »).

Telle est la réalité de ce fameux centre qui fait couler beaucoup d'encre, mais les choses ne font que commencer.

# TER' NAN

## V'LA LES ILOTIERS!

La « dissuasion populaire » c'est aussi l'incitation, par le relais des éducateurs, des comités de gens « raisonnables », des quartiers, des commerçants, à l'éparpillement des attroupements de jeunes. Il suffit que 5 ou 6 jeunes se retrouvent ensemble dans la rue, sous leur porche, dans n'importe quel lieu, pour faire flipper tout le monde : « Faites gaffe, vous allez être emmerdés », « ne formez pas de bandes », « quels sales coups sont-ils encore en train de tramer ? ». Jusqu'à l'insulte raciste : « regardez ! On est envahi par les Arabes ! »

A voir effectivement les gens qui vivent dans les rues, on remarque que les jeunes Arabes. Mais si on ne voit qu'eux, c'est que les autres (les adultes, les Français) bossent toute la journée, le soir ils sont fatigués, alors ils rentrent chez eux (frileusement), n'oublions pas que la majorité des chômeurs sont des immigrés à Nanterre (il n'y a qu'à voir les queues à l'ANPE, mais il n'y a pas de raison qu'on leur fasse endosser la responsabilité de la crise), et surtout la population jeune est majoritaire dans ces quartiers où vivent des familles nombreuses. Mais ne dit-on pas que ce qui fait la force vive d'une ville ou d'une nation, ce sont les jeunes ?

C'est vrai les jeunes vivent dans la rue. C'est dans la rue qu'ils font l'apprentissage de la vie : à travers des bandes qui l'organisent et socialisent. Un mec qui n'est pas dans une bande, automatiquement, il flippe, il déserte la zone pour aller se faire chier ailleurs. Et pour beaucoup c'est le suicide. Les flies eux, n'arrêtent pas de traquer les bandes qui se font et se défont. Car ici, tout le monde se connaît. Ça devient une partie de cache-cache, un western de banlieue. Ils s'en prennent souvent aux mecs isolés pour les faire jouer contre les autres, ils leur font du chantage pour qu'ils donnent leurs copains. Pour eux, la proie facile c'est les nanas.

Le gouvernement de tout ça c'est les opérations coups de poing pour nettoyer les cités. On en a vu récemment un exemple aux Fontaines où les flies ont débarqués en masse pour ramasser tous les jeunes frisés du coin qui traînaient dehors. Tout ce monde se retrouve au commissariat. Pour la plupart ce sont des mineurs et ils passent très vite entre les pattes des juges pour enfants sans conseil (sans avocat), accusé de délits divers sur simple présomption. Au bout d'un moment, ils reviennent dans le circuit avec sur le dos l'épée de Damocle

d'un casier judiciaire chargé. Comme ça, le jour où ils seront pris en « flagrant délit », si jamais « flagrant délit » il y a, ils pourront être assurés d'en prendre un maximum. C'est à quoi d'ailleurs, s'appliquent les pouvoirs locaux qui font pression sur les Ministres de la Justice et de l'Intérieur pour durcir leurs positions. Dans le Nanterre informé du mois d'avril ils déclarent : « l'impunité de la délinquance avait pour une large mesure, un effet amplificateur, en raison notamment, de l'inadaptation des textes réglementaires concernant la délinquance des mineurs ». Pour ce faire, ils demandent une Justice plus sévère : « Au Ministre de la Justice nous demandons qu'il prenne en compte la nécessité d'empêcher une poignée de voyous d'imposer leur loi, en toute impunité. Ni leur situation personnelle, ni leur âge ne sauraient excuser les violences auxquelles ils se livrent. Le laisser-faire n'est jamais une solution ».

« (Une fois arrivé au pouvoir), le gouvernement a voulu parer au plus pressé, à savoir la SECURITE. Au lieu de chercher à comprendre le phénomène de la délinquance il a foutu des ilotiers dans les cités (...). Le problème de l'ilotage c'est que, si ça marche, il ne fait que déplacer le terrain de la délinquance vers le centre-ville ou les centres commerciaux. Une fois coupés du reste de la cité, les lascars sont tentés par les grands coups genre braquages. De toute manière ils s'isolent et présentent le flanc à la politique de criminalité à outrance inaugurée par Peyrefitte. C'est pas un hasard si les mineurs sont de plus en plus nombreux à tomber sur des gros coups. De fil en aiguille on maintient le principe de l'incarcération des mineurs. Une fois traités comme des « caïds », ces lascars prennent la grosse tête et s'enfoncent dans le milieu. C'est l'impasse totale. No future ».

La délinquance est plus que jamais définie comme un phénomène purement négatif qui marginalise les jeunes immigrés. Nous pensons que c'est la réalité inverse pour la petite délinquance liée à la vie quotidienne des cités. Déjà, la délinquance n'est pas quelque chose d'homogène. On insiste généralement sur la délinquance qui oppose les petites gens entre eux, en particulier le vol des sacs à main des petites vieilles, des bagnoles ou les cambriolages. On parle beaucoup moins de la délinquance susceptible de les unir : vols au supermarché, resquille dans les transports et les magouilles pour récupérer du fric. Dans les deux cas il s'agit d'une délinquance sociale qui répond d'abord au besoin vital de survie économique. Mais pas seulement ça. La société pousse les gens à consommer et après elle est incapable d'assumer cette incitation à la consommation. On appelle ça le « chômage d'incohérence » des jeunes. Il y a un décalage grandissant entre nos aspirations et la vie de misère qu'on nous impose au nom de la crise. C'est pas un hasard si cette délinquance elle apparaît à l'école. Le topo comme quoi c'est l'échec scolaire et l'oisiveté qui alimentent la délinquance est complètement à côté de la plaque. Les bandes les mieux organisées le sont à partir de l'école. Pour éviter la délinquance, il faudrait empêcher les mômes d'aller à l'école et les renvoyer à la campagne. C'est bien connu, il n'y a pas de voleurs chez les péquenots, il n'y a que des radins. Pour prévenir les vols, ils font payer à tout le monde 12 % de

plus leurs marchandises. On se croirait au cinéma : l'arroseur arrosé ! Mais après c'est normal que les lascars ils aient envie de tout casser dans un Temple de la consommation comme les Quatre-Temps à La Défense. C'est pas qu'ils vont là-dessus pour piquer parce qu'ils crévent de faim, mais c'est une provocation de contraindre un centre commercial aussi gigantesque juste à côté des cités de transit de Nanterre ! » (« Jeunes immigrés hors les murs » Questions-Clefs - Mogniss).

### MAIS QUI PARLE DE RESPONSABILISER ?

À côté de la campagne SECURITE, les pouvoirs locaux reconnaissent que « le mal est profond, et c'est en profondeur qu'il faut agir ». Ils lient la résolution de la délinquance à la résolution de la crise qui traverse le pays, « lorsque le travail aura retrouvé la place essentielle qu'il doit occuper dans la société ». Mais il faut tenir compte des fortes réticences, voire du refus des jeunes à devenir la nouvelle main-d'œuvre sous-qualifiée vouée à remplacer leurs parents sur le marché du travail. Nous ne voulons plus des formations tournées vers les « métiers d'immigrés ».

On parle aussi beaucoup de responsabiliser les gens de la cité. Alors tant mieux ! cela doit vouloir dire que les gens se prennent en charge eux-mêmes. Dans chaque cité des jeunes se regroupent entre eux pour aménager une cave, histoire d'avoir un lieu à eux, tout simplement en toute autonomie. De telles initiatives se font et se défont au fil des ans. Avec plus ou moins de succès. Avec les moyens du bord. Pour ne pas avoir d'embrouilles avec les habitants, ils isolent les murs à cause du bruit. Ils sont pratiquement toujours emmerdés par le gardien qui ne voit pas d'un bon œil que ces gens-là s'installent dans les caves.

Dans ces caves pourtant, ils se passent toujours des trucs formidables : les uns y montent un groupe musical, les autres s'amuse à faire du théâtre, on y trouve des mecs qui font de la photo, ils installent un laboratoire, avec du matériel de récupération. On regarde des films à la télé ou au magnétoscope. On s'y échange des histoires. Tout ça, du matos provenant de casses, mais plutôt que de les refourguer, les mecs se disent autant s'en servir pour nous.



Je vois d'ici les exclamations des bien-pensant : mais c'est du vol, c'est illégal et dangereux ! Et alors ? Dans les cités il n'y a jamais rien, on ne nous demande jamais notre avis, ou alors c'est pour nous mettre sous tutelle dans des MJC ou sous la coupe des éducateurs. Si tu présentes un projet d'animation toi-même, tu peux toujours attendre. Et de plus, les mineurs n'ont pas le droit à l'Association de loi 1901. Alors comment s'étonner s'ils piquent ce dont ils ont besoin. Il suffirait pourtant de débloquer des crédits pour permettre à des initiatives d'exister plutôt que de tout investir dans la prévention (c'est qu'un fluc coûte cher à l'Etat !). Il faut dire que des organismes ont été créés dans ce sens : la direction départementale du Temps Libre, Jeunesse et Sports a lancé une formule de soutien à des projets d'initiatives locales pris en charge et conçus par des jeunes de 13-20 ans, A.J.I.R. (Aventure, Jeunesse, Initiative, Responsabilité). Mais encore faudrait-il que de telles formules soient largement diffusées. C'est une initiative du ministère de la Solidarité qui paraît intéressante.

À Nanterre, en tout cas, on n'en a pas encore vu la concrétisation, mais nous comptons bien nous y intéresser de pres.

Nous pourrions parler de l'expérience de la Maison pour Tous des Accacias, du local des jeunes du Bateau, du Club des Canibouts, qui ont tous été fermés pour soi-disant trafic de drogues ou vols. Les jeunes y voulaient une place à part entière, hors tutelle, où ils pourraient être chez eux. On a préféré leur fermer la porte au nez quitte à mettre les clés sous la porte. Cependant que les rares initiatives valables dans les MJC comme les cours de code gratuits sont supprimés sur pression des auto-écoles et du CIDUNATI (la Ligue des Petits Commerçants) la Mairie préférant sacrifier les jeunes démunis pour satisfaire son électorat.

En tout cas, on est loin d'une réelle reconnaissance à vivre et à décider dans les cités. C'est ce droit que nous revendiquons : la reconnaissance de notre capacité d'initiatives et de prise en charge



Le gouvernement socialiste a annulé la possibilité des expulsions de jeunes immigrés et il parlait dans les débats, d'une dépenalisation, en particulier des mineurs. Mais maintenant, à défaut de pouvoir les expulser, on embastille tous les jours pour « outrages » ou « violence à agent ». C'est le résultat immédiat du renforcement du dispositif policier dans les cités. Et pourtant, communistes et socialistes se battaient, il n'y a pas si loin que ça, contre la politique de criminalisation à outrance menée par Peyrefitte. « Sécurité et Liberté ».



COLLECTIF D'AVOCATS

# VERS UN MANIFESTE DE DEFENSE PENALE

De nouveau se trouve posée la question de l'immigration que d'aucuns avaient cru hâtivement voir réglée à la suite de la victoire de François MITTERRAND le 10 Mai.

Que va-t-il advenir des travailleurs immigrés clandestins ? Seront-ils tous refoulés ?

Les dernières déclarations officielles ne lassent pas sur ce point d'inquiéter.

Il en va de même du problème de la délinquance, des rapports existant entre certaines catégories de citoyens Français et les communautés de jeunes immigrés Métropolitains, de l'attitude de la police vis-à-vis de celles-ci.

Il ne nous apparaît pas possible de développer de nouveau le schéma d'une politique de sécurité sans que très vite celle-ci ne redécline à nouveau des boucs émissaires d'un corps social en crise, toujours à la recherche d'un nouveau consensus.

L'Allemagne Fédérale avait, il y a quelques années, réglé de façon drastique le problème de l'immigration Turque par le renvoi en quelques semaines de 200 000 travailleurs Turcs en dehors des frontières. La France pourra demain refouler un nombre important de travailleurs clandestins, voire reprendre la politique d'expulsion qui fut celle des gouvernements précédents.

Il en va différemment de la situation des communautés de jeunes immigrés Métropolitains, regroupant des dizaines voire des centaines de milliers de jeunes qui, nés en France, pétris dans la communauté Française, quoiqu'en partie rejetés par elle, instituent dès lors un problème qui n'est déjà plus celui posé par les relations de la France avec les pays d'Afrique ou ses anciennes colonies, mais bel et bien un problème Français.

Il nous est apparu que les conditions de vie qui étaient celles de ces jeunes, l'absence à peu près complète de débouchés vitaux, leur désarroi, étaient toutes sortes de facteurs propices à l'écllosion de pratiques délinquantes.

Or, ces communautés de jeunes n'ont pas voulu le destin qui est le leur. Elles n'ont pas voulu la vie qui leur est faite. Elles n'ont pas voulu les logements entassés. Elles n'ont pas voulu leur père fatigué ou usé par le travail des chantiers. Elles n'ont pas voulu le quadrillage policier des banlieues. Elles n'ont pas voulu une société de consommation pour se protéger d'elle par les vitrines. On peut même aller jusqu'à dire qu'elles n'ont pas voulu être en France, sans pour autant nier qu'elles sont en plus condamnées à y rester.

Nous croyons profondément que la lutte, le combat, que commençait à mener des dizaines et des centaines de jeunes immigrés métropolitains, pour non seulement la reconnaissance de leurs droits, ce qui est un premier objectif indispensable, mais aussi tout simplement pour exister, est un phénomène important. Il est bien sûr décisif pour les jeunes immigrés eux-mêmes, mais dès lors qu'ils appartiennent à la communauté nationale Française nous pouvons affirmer que leur revendication est un facteur de transformation de la société Française toute entière.

Nous ne croyons pas possible que puisse plus longtemps se développer une logique répressive, face à une situation de délinquance indéniable, contre laquelle la répression restera toujours sans effet.

Nous croyons à la valeur du symbole, et notamment celui qui a présidé à l'occupation d'une salle à VITRY baptisée « Centre KADER » nom d'un jeune algérien assassiné. Nous croyons notamment nécessaire de les épauler directement dans le cadre de notre métier et avec la technique qui est la nôtre, pour que puisse s'organiser une défense pénale qui n'esquive pas l'ampleur du problème posé.

Pourquoi en coordination avec certains représentants de groupes de jeunes immigrés, avons-nous décidé, avocats appartenant à plusieurs barreaux de France de constituer une coordination de défenseurs qui ne travestissent pas la réalité sociale au prix bien maigre et parfois hasardeuses de compensations judiciaires.

Dans cet esprit nous avons décidé de préparer un manifeste de défense pénale que nous rendrons publique le moment venu.

Il s'agit d'un problème politique. Nous le poserons comme tel et nous n'aurons de cesse qu'il soit reconnu ainsi dans les prétoires.

Michel Laval  
Jean-Pierre Mignard  
Avocats au barreau de Paris

PROCES JEAN MARC (LAST SIOU)  
LUNDI 17 MAI - 28<sup>e</sup> CORRECTIONNELLE

# PRISONS: LA DEPRIME



Le soir du 10 mai, à l'annonce de l'élection de Mitterrand, le son des plateaux frappés violemment contre les barreaux des cellules a retenti jusque tard dans la nuit dans toutes les prisons de France. Dans l'espoir d'un véritable changement de l'institution pénitentiaire, des mouvements revendicatifs sont apparus un peu partout dans les semaines qui suivirent. De Bois d'Arcy, de Fleury (hommes et femmes), de Fresnes, de la Santé, de Rennes, de Poissy, de Lyon, de Nice, de Muret des listes de revendications furent envoyées à la Chancellerie. Ces revendications étaient appuyées de l'intérieur par des grèves de la faim collectives et de l'extérieur par la diffusion des exigences des détenus (notamment l'affichage massif de la plateforme des taulards de Fresnes).

Une chose est sûre, les détenus attendaient du pouvoir socialiste une réponse à leurs demandes. Si le pouvoir avait changé de mains, la réponse restait la même : dans les taulas où les gars semblaient le plus déterminés, comme à Bois d'Arcy ou à Fleury, on envoyait les CRS et on effectuait des transferts massifs aux quatre coins de France sans prévenir ni la famille, ni les avocats : certains mecs se retrouveront même en QHS... Ailleurs ce fut le silence de la Chancellerie et la répression systématique et silencieuse de l'Administration pénitentiaire locale. En octobre 81 à

Fresnes, le Comité Intérieur des Détenus diffuse son 3<sup>e</sup> communiqué sous la forme d'un millier de tracts ; les détenus qui au cours de fouilles, sont trouvés porteurs d'un de ces tracts seront placés par le directeur devant ce choix classique : « Tu balances les mecs, qui sont derrière toi ça, où tu vas au mitard... »

Néanmoins, malgré des conditions difficiles, une organisation permanente existe dans certaines prisons et peut même se payer le luxe de diffuser régulièrement des tracts à l'intérieur de la taule, à la barbe des matons. Ce qui prouve une chose : les prisonniers les plus radicaux ont compris qu'il ne peuvent compter que sur leur capacité à s'organiser, à lancer de temps en temps des mouvements collectifs et à rester bien sûr en contact permanent avec l'extérieur. Ils ont aussi compris qu'ils ne gagneront rien à demander des rideaux aux fenêtres...

Du côté du pouvoir, - depuis le tour de France des Prisons de Baudin, après lequel celui-ci a promis de raser les plus vétustes (et de construire de nouveaux Fleury ? Gasp !), - c'est le silence... Le Silence, un mot qui revient décidément très souvent dès qu'on parle des conditions de vie des prisonniers et de leur liberté d'expression... On ne peut pas en dire autant des aboiements hargneux de Deferre !

Au-delà de la sénilité, il y a dans ses déclarations une volonté politique de répondre à la demande des seules personnes liées à l'institution judiciaire qui les intéressent : les flics et les matons...

Ce choix policier va mener à des affrontements d'une violence croissante ou larvée, tendant à isoler, à l'extérieur comme à l'intérieur, les jeunes en situation précaire dont la petite délinquance est un revenu d'appoint, vital pour leur survie. On tentera de nous museler d'autant plus qu'aujourd'hui apparaissent un peu partout des initiatives conscientes et combatives de notre part.

Moins nous ressemblerons aux 2 principales caricatures qu'on a voulu nous coller sur le dos - d'un côté le barbare sanguinaire, de l'autre le « jeune perdu qui a besoin d'être aidé » - et plus nous nous reprendrons en charge sans avoir besoin d'éducateurs, d'assistants sociaux ou de grands leaders paternalistes qui nous « comprennent », plus nous aurons de chances de ne pas nous faire broyer individuellement.

Il est important dans cette perspective que les informations circulent sur ce qui se passe à l'intérieur, comme nous devons informer les prisonniers des initiatives prises par « ceux du dehors »...

## EXPULSIONS- PAPIERS les éternels réécipés

Depuis quelques années, ici ou là, quelques « révoltés » essayaient, en vain, de briser le mur du silence qui entourait les procédés hors du territoire français.

Nous ne pouvions plus supporter, par exemple, que des jeunes qualifiés de « délinquants » nés en France de familles immigrées, et ayant vécu leur jeunesse à Nanterre, Lyon, Marseille... puissent être « balayés » hors de France, comme des terroristes ou des espions.

Le mouvement de Lyon autour de la grève de la faim a déclenché, en pleine campagne présidentielle, une prise de conscience chez des gens qui découvraient tout de ces processus d'exclusion. Des jeunes, issus de familles immigrées ont montré à cette occasion comme en bien d'autres qu'ils étaient capables de se faire entendre. La première victoire, la plus sûre n'est-elle pas été cette sortie de l'isolement ?

Après le 10 mai 1981 des promesses claires devaient être tenues. L'arrêt des expulsions a été immédiat. Mais les mentalités ont-elles changé ? Un an après les inquiétudes renaissent. Comment est-il possible qu'aujourd'hui encore la grande majorité des anciens expulsés par la préfecture de Nanterre n'aient en fait que des torchons de papiers provisoires ? Comme s'ils étaient maintenus sous le régime des sursis trimestriels. Il n'est pas un organisme privé ou public sérieux pour croire au caractère définitif de ces bouts de papiers successifs.

Vous me direz : ils ne sont pas les seuls... regardez ces pères de famille et ces mères, résidant en

France depuis 15 ou 20 voir 30 ans, eux aussi n'ont entre les mains depuis des mois que de vagues réécipés, d'anciennes formules imprimées, plus ou moins raturées... Les services préfectoraux sont-ils à ce point « débordés » de travail ? Ou bien s'agit-il de sabotage systématique ? Certains, qui ne comprennent pas, sont en passe de se le demander.

Les familles immigrées n'en peuvent plus de ces labyrinthes administratifs et juridiques. Ils découvrent que leurs propres enfants n'ont pas tous la même nationalité.

La dernière trouvaille juridique n'est-elle pas celle des jeunes algériens, nés en France après 1963 ? A la préfecture on leur dit qu'ils sont français... qu'elle découvre ! Car à la maison et au consulat algérien il ne fait aucun doute qu'ils soient algériens.

Les garçons surtout, qui reçoivent convocations sur convocations de part et d'autre pour effectuer deux services militaires en même temps, commencent sérieusement à en avoir assez. Encore faudrait-il qu'ils pressent rapidement la parole pour dire qu'ils sont et ce qu'ils veulent faire.

Et vous Mesdames et Messieurs les spécialistes en droit administratif, français et algériens, qui pensez haut dans vos cabinets feutrés (depuis 20 ans « les négociations franco-algériennes » sont en cours...) il va bien falloir les écouter ces jeunes gens... ou alors GARE !

29 avril 82 à Asnières

B.C. du mot de la grève de la faim

